

Jean-Thomas Lesueur: «Si la droite gouverne avec Emmanuel Macron, elle mourra»



Emmanuel Macron en meeting, le 1er mai à Paris. - Crédits photo : GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP

[Vox Politique \(http://premium.lefigaro.fr/vox/politique\)](http://premium.lefigaro.fr/vox/politique) | Par [Jean-Thomas Lesueur \(#figp-author\)](#)

Publié le 04/05/2017 à 17h03

TRIBUNE - Participer au pouvoir exécutif sous la présidence Macron revient, pour les Républicains, à se saborder, puis disparaître, argumente le délégué général du think-tank Institut Thomas More.

Il est des ambitions qui dévorent, des appétits qui détruisent, des calculs qui mènent à la ruine. Le projet d'un certain nombre de responsables des Républicains, anticipant la victoire à peu près assurée d'Emmanuel Macron dimanche, d'une alliance avec lui, après les législatives, dans le cadre d'une grande coalition ou d'un contrat de gouvernement, aurait comme principal effet de rayer la droite du paysage politique. Derrière la comédie qui se donne ces jours-ci, **entre appels au barrage au Front national (http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/04/23/35003-20170423ARTFIG00198-les-tenors-de-la-droite-se-divisent-sur-la-strategie-a-adopter-au-second-tour.php)** et conciliabules en coulisses, c'est le sort de la droite, de notre vie démocratique et de la France qui est en jeu.

«Lorsque la droite s'aligne sur le centre, lui-même largement inspiré par la gauche, des millions d'électeurs sont trahis et la démocratie s'appauvrit»

Ceux qui, à droite, préparent le scénario d'une grande coalition à l'allemande qui réunirait dans une même majorité députés macronistes, certains socialistes et députés LR mettent en avant l'exemple allemand. Par deux fois, en 2005 et en 2013, Angela Merkel a proposé un tel accord aux sociaux-démocrates, ce qui ne l'a pas empêchée d'obtenir de brillants résultats jusqu'à récemment. Une telle entente entre «gens responsables», au cœur du «cercle de la raison» duquel Alain Minc nous enjoint de ne pas sortir, serait même le signe d'une démocratie mature, assure-t-on. Les tenants de ce scénario semblent y voir une sorte d'accomplissement démocratique par évaporation des différences et arasement des différends. C'est pourtant l'inverse qui est vrai: la démocratie est un régime précieux en ce qu'il donne un cadre et une forme aux divergences et aux oppositions, non pas en ce qu'il les supprime. La politique se nourrit des conflits, la démocratie garantit qu'ils ne dégénèrent pas. Lorsque la droite s'aligne sur le centre, lui-même largement inspiré par la gauche, des millions d'électeurs sont trahis et la démocratie s'appauvrit.

Alliance de faibles

Le parallèle avec la grande coalition à l'allemande est, en outre, largement fallacieux: lorsque Angela Merkel propose au SPD de gouverner ensemble, ils représentent 70 % des électeurs. La base électorale cumulée des deux partis est large et solide. C'est une alliance de forts (ce qui n'empêche pas l'émergence de **[l'Afd](http://www.lefigaro.fr/international/2017/04/22/01003-20170422ARTFIG00124-frauke-petry-desavouee-au-congres-de-l-afd.php)** (<http://www.lefigaro.fr/international/2017/04/22/01003-20170422ARTFIG00124-frauke-petry-desavouee-au-congres-de-l-afd.php>), d'ailleurs). Or, lorsque certains, chez les Républicains, envisagent un contrat de gouvernement avec Emmanuel Macron, c'est une alliance de faibles qui réunit moins d'un Français sur deux. Le socle est fragile et s'effritera aux premiers vents mauvais - qui s'annoncent puissants avec un troisième tour social musclé... Élu en mai 2012, François Hollande passa sous la barre des 50% de personnes satisfaites dès le mois d'août 2012. Gageons qu'Emmanuel Macron, dont il faut rappeler la modestie du socle de premier tour (24,01 %), ne fera pas mieux.

«Le scénario de la grande coalition en ajoute un autre: laisser au Front national le monopole de l'opposition à droite en symétrie de Jean-Luc Mélenchon à gauche»

À ce risque de forte fragilité, le scénario de la grande coalition en ajoute un autre: laisser au Front national le monopole de l'opposition à droite - en symétrie de Jean-Luc Mélenchon à gauche. C'est, encore une fois, laisser des millions d'électeurs orphelins. C'est aussi donner un crédit difficilement contestable au procès en oligarchie instruit

contre les responsables politiques depuis tant d'années. Comment oublier que le premier parti de France est celui du ras-le-bol et du coup de pied aux fesses? Faut-il rappeler que 89% des Français n'ont plus confiance dans leurs élites (Cevipof, janvier 2017)? Il serait bien irresponsable (et de mauvais calcul pour l'avenir) d'enfermer la droite, ou ce qu'il en reste, dans une majorité qui conduira une politique de centre gauche. Ce point a même quelque chose de fascinant: c'est le vieux piège mitterrandien qui se referme sur la droite - piège plus sophistiqué encore puisque, au chantage moral, il ajouterait désormais le corset de la solidarité parlementaire. À ce jeu, la droite s'interdit d'être un jour un recours. Au fond, en faisant ce choix, elle abdiquerait.

Abdication idéologique

Mais l'abdication ne sera pas qu'électorale, elle sera aussi idéologique. Si, sur le plan économique, on peut s'attendre à du Hollande dynamisé, modernisé et mieux préparé (ce qui ne sera pas difficile), sur les questions sociétales, culturelles et civilisationnelles, c'est un euphémisme de dire que la politique conduite sera loin de celle qu'attendent les électeurs de la droite. **La lettre qu'Emmanuel Macron a adressée aux associations LGBTI (<https://en-marche.fr/article/lettre-ouverte-emmanuel-macron-lgbti>)**, le 16 avril dernier, est limpide sur ses intentions en matière de politique familiale. Au chapitre de l'immigration, seuls les flux illégaux semblent retenir son attention - ce qui signifie en creux qu'il n'y a rien à changer aux flux légaux. On sait enfin en quelle estime il tient la culture française et de quel crime (**contre l'humanité en matière de colonisation (<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/02/15/35003-20170215ARTFIG00260-en-algerie-macron-denonce-la-colonisation-c-est-un-crime-contre-l-humanite.php>)**) il accuse son pays, pays qu'il aspire à diriger.

C'est donc à un jeu bien dangereux que se prêtent certains responsables de la droite. La présidentielle est certes perdue, les législatives ne sont guère gagnables. Soit. Reste à incarner une opposition. Tout autre choix donnerait raison à ces électeurs déçus et amers qui se disent que, décidément, leurs responsables politiques sont non seulement bien incapables de gouverner, mais qu'ils en sont désormais indignes.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 05/05/2017. **Accédez à sa version PDF en cliquant ici (<http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2017-05-05>)**



Jean-Thomas Lesueur

